

**DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

A R R E T E

JLM

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

	INFO	AVIS	ARCH
DIR			
CTA			
DSV 22 Requ la	22 FEV. 2002		N°
classée			
ICPE			

**Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement)
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1998 autorisant la SCA LE BIHAN GLOUX à exploiter à **LOUDEAC au lieu-dit « la Grange »** un élevage porcin de 3180 Places d'animaux équivalents ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 26 octobre 1987 autorisant la SCA LE BIHAN GLOUX à exploiter à **TREVE au lieu-dit « la Ville aux Veneurs »** un élevage porcin de 3767 places d'animaux équivalents ;
- VU la demande présentée par la SCA LE BIHAN GLOUX sise à LOUDEAC au lieu-dit « Launay Grésillon » en vue de la régularisation de la situation administrative et la restructuration de l'élevage autorisé susvisé qui comprendra à **LOUDEAC au lieu-dit « la Grange »** 3.844 places d'animaux équivalents et à **TREVE au lieu-dit « la Ville aux Veneurs »** 3.007 places d'animaux équivalents, ainsi que la construction d'une station de traitement de lisier à TREVE au lieu-dit « la Ville aux Veneurs » installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de HEMONSTOIR (10 décembre 1999), SAINT CARADEC (18 janvier 2000) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date des 21 décembre 2000 et 2 février 2002 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène le 27 juillet 2001 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512-1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- **ARRETE** -

ARTICLE 1er -

La SCA LE BIHAN-GLOUX, ci-après dénommée « l'éleveur », sise à LOUDEAC au lieu-dit « Launay Grésillon » est autorisée à exploiter à LOUDEAC au lieu-dit « la Grange » et à TREVE au lieu-dit « la Ville aux Veneurs », conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

- sur le site de « la Grange » à LOUDEAC : un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3844 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit :
 - 675 PAE (225 places maternité)
 - 2505 PAE (835 places gestantes verraterie)
 - 416 PAE (416 places engraissement)
 - 248 PAE (1240 places post-sevrage)
- sur le site de « la Ville aux Veneurs » à TREVE : un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3007 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit :
 - 2527 PAE (2527 places engraissement)
 - 480 PAE (2400 places post-sevrage)
- une unité de traitement des lisiers comprenant :
 - une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »)
 - un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
 - un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées,
 - une séparation du lisier traité par décantation (produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré » ;
 - une fosse de stockage des boues biologiques,
 - une lagune de stockage de l'effluent épuré

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections des élevages porcins ci-dessus + du lisier provenant de la SCEA LA TOUCHE en TREVE et du site de « la Ville Léon » (soit 4395 m³ = 17580 kg d'azote organique) à savoir : 13865 m³ de lisier (54182 kg d'azote) – sur 17806 m³ (71509 kg d'azote) – produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 3941 m³ (17327 kg d'azote) sera épandu sous forme de lisier brut et de fumier.

Cette installation classée pour la protection de l'environnement, comprenant élevage et unité de traitement, est soumise à autorisation.

Les prescriptions réglementaires et celles définies dans les articles ci-après devront être respectées.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

- 2-1- l'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser :
- 1060 reproducteurs (truies, verrats, cochettes), 416 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1240 porcelets sevrés de moins de 30 kg sur le site de « la Grange » à LOUDEAC.
 - 2527 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2400 porcelets sevrés de moins de 30 kg sur le site de « la Ville Aux Veneurs » à TREVE.

2-2 - l'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 1060 reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

2-3 - les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2-4 - alimentation biphase et utilisation des phytases :

2-4-1- l'alimentation biphase et l'utilisation des phytases seront mises en place dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral. L'utilisation des phytases dans l'alimentation sera utilisée dans les conditions fixées par le CORPEN.

2-4-2- le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments et des phytases distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux, quantité de phytases distribuées). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2-4-3- en cas de non respect des normes « biphase et phytase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique et de phosphore produite.

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers :

3-1 - Les inspecteurs des installations classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3-2 - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits.
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

3-3 - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3-4 - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3-5 - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement

<i>Lisier brut</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen	flux journalier maximal
VOLUME	13865 m ³	38,26 m ³	40 m ³
N. Global	5418,1 kg	148,45 kg	150 kg
M.E.S/MS	583610/ 656561 kg	1600 /1800 kg	1600/1800 kg

** sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an.*

3-6 - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

<i>Résidus organiques</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
Volume	875 m ³	2,4 m ³
N. Global	5418 kg	14,84 kg
M.E.S/MS	164140 kg	450 kg

<i>Boues biologiques</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
Volume	3648 m ³	10 m ³
N. Global	10900 kg	29,86 kg
M.E.S/MS	273567 kg	750 kg

<i>Effluent épuré</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
VOLUME	8604 m ³	23,57 m ³
N. Global	1291 kg	3,54 kg
M.S	83460 kg	229 kg

3-7 – Auto-surveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- à la vérification de l'état de fonctionnement général de l'unité de traitement ;
- au relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- au relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevé des compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, etc.) ;

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des Installations Classées.

3-8 - Autosurveillance : Bilan matière

3-8-1 - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant
- une analyse du lisier brut (M.E.S., NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses).
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O) . L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (M.E.S., N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage.
- une analyse de l'effluent épuré (M.E.S., N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux Normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3-8-2 - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : Les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de six mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces six mois.

3-8-3 - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de six mois.

3-9 - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite.

La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3-10 - Validation de l'auto-surveillance :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mise en forme des données,...) sont réalisées de façon correcte. A cette fin, le service des Installations Classées et l'agence de l'eau habiliteront, sur proposition de l'éleveur, un organisme ci-après dénommé Organisme Valideur. L'organisme valideur ne pourra être ni l'organisme concepteur, ni l'organisme chargé de l'assistance technique.

Deux visites de l'organisme valideur sont nécessaires durant la première année (période de « mise en charge »). Les années suivantes, une visite annuelle sera prévue. Le planning des dates de visite sera adressé par l'organisme valideur au service des installations classées en début d'année civile.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- *établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter* (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur,...) ;
- *effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance* (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...) ;
- *vérifier la « traçabilité de l'azote »* (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits,...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur adressera au service des installations classées sous un mois un rapport détaillé reprenant tous les points de validation, en particulier l'analyse des bilans matières (devenir de l'azote).

ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts:

4-1 - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 8309 m³.

4-2 - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 300 m³.

4-3 - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 2593 m³.

4-4 - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 8000 m³.

4-5 - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1994 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4-6 - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4-7 - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'article 18 (4°) de l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4-8 - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4-9 - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnement de l'unité de traitement :

5-1 - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

5-2 - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 :

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

Toute dénonciation de contrat avec la société ou l'organisme chargé de la maintenance, la société ou l'organisme chargé de l'assistance technique fera l'objet d'une déclaration adressée par l'exploitant au service des installations classées dans le mois qui suit le changement.

ARTICLE 8 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte des mairies de LOUDEAC et TREVE pendant une durée minimale d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'éleveur.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SCA LE BIHAN GLOUX dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux des 3 février 1998 et 26 octobre 1987.

ARTICLE 11 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Les Maires de LOUDEAC et TREVE,
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la SCA LE BIHAN-GLOUX pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de HEMONSTOIR et SAINT CARADEC pour information.

SAINT-BRIEUC, le 12 FEV. 2002

LE PREFET,

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau*



Christian RAYMOND

Signé: Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD